

LA SOUVERAINETÉ EN DÉBAT

Table ronde

Le génocide en Palestine, la guerre en Ukraine, l'agression impérialiste au Venezuela et la menace d'invasion du Groenland dont l'objectif ultime est de piller ses ressources. Tel est le climat qui règne actuellement. Une constatation s'impose : nous sommes en train de perdre notre souveraineté. Les impérialistes du Nord continuent de violer la souveraineté des petits États et des petites nations et de voler leurs ressources, au détriment du territoire, des peuples, des corps et des vies. Avec le retour de Trump, la souveraineté, le protectionnisme économique et l'idéologie suprémaciste et conservatrice sont au centre du débat. Bien sûr, cela va de pair avec les intérêts réactionnaires du capital. Pour favoriser l'accumulation de capital par une minorité et les grandes puissances, on vole la souveraineté des majorités (des peuples, des territoires, de la main-d'œuvre la plus précaire, des personnes racialisées, des femmes*... de toutes les personnes invisibles). Le système capitaliste persiste, plus que jamais, dans sa trajectoire contre la vie et en faveur de l'accumulation du capital.

Dans ce contexte, l'année 2025 a accéléré un processus : la crise de l'architecture et du régime international qui a émergé après la Seconde Guerre mondiale. Où en sont le concept et le cadre de la mondialisation - néolibérale, économique, financière, culturelle... - et du développement supposé infini - aux dépens de qui ? - qui régnaient en maître au cours des décennies précédentes ? Les événements de 2025 montrent que nous nous dirigeons vers un cadre mondial autoritaire et violent, où disparaissent la garantie de souveraineté et toutes les sécurités juridiques, les rares qui existaient. À l'heure actuelle, les cadres d'engagement et le régime international existants ont été érodés, ce qui a établi la loi du plus fort, l'impunité et le pouvoir patriarcal comme norme.

Dans le contexte du Pays bas espagnol en 2025, les répercussions et les répercussions de ces événements internationaux ont été évidentes, notre pays n'ayant ni reconnaissance ni pleine capacité politique. En d'autres termes, notre pays a moins de capacité à agir de manière souveraine et est plus vulnérable face aux atteintes à sa souveraineté. La souveraineté de nos corps, de nos vies, de nos peuples, de nos langues, de nos ressources, de nos lois... est devenue un terrain de jeu.

Que s'est-il passé en 2025 ? Un exemple en est l'intervention judiciaire constante dans les politiques de normalisation de la langue basque. Dans le domaine socio-syndical, la majorité syndicale a réclamé que le salaire interprofessionnel et, de manière générale, toutes les politiques économiques et du travail soient décidés au Pays basque ; les associations basques de retraités ont insisté sur la nécessité que les pensions minimales soient décidées ici. Les territoires basques ont exigé une véritable relation bilatérale *égalitaire* avec les États français et espagnol. Les échos du pouvoir central et de l'État profond évoquent les fantômes du passé. Soit parce qu'ils menacent les espaces de souveraineté des femmes* (droit à l'avortement, refus de la violence machiste, transphobie...), soit parce qu'ils nient l'existence de nations non reconnues/subalternes comme la nôtre, et face à cela, la revendication d'une reconnaissance nationale et l'appel à être *« Un peuple libre ! »* ont été présents dans nos rues, nos frontons et nos champs.

Nous avons intégré à l'analyse conjoncturelle réalisée par Talaia Feminista l'hypothèse selon laquelle nous sommes en train de perdre notre souveraineté et que la revendication de souveraineté est désormais au cœur du débat politique. En tant que femmes* féministes souverainistes, il est essentiel pour nous de réfléchir à ce qui se passe actuellement : comment comprenons-nous la souveraineté ? Que se passe-t-il ? comment les femmes* féministes souverainistes basques interprètent-elles ce contexte ? Quelles sont nos positions politiques dans ces conflits de souveraineté ? Comment cela nous affecte-t-il ? Quelles sont les répercussions de cette perte de souveraineté sur les femmes* basques ?

À Talaia Feminista Unea, nous aborderons ce sujet sous différents angles :

Nous ouvrirons la table ronde en essayant de problématiser le débat lui-même autour de la souveraineté, du pouvoir et du droit de décider, des capacités de décision. Pour cela, Uzuri Aboitiz nous présentera le cadre de réflexion de la souveraineté féministe. Nous comprendrons la souveraineté comme un processus de récupération tant des capacités que des espaces de liberté pour décider de nos vies.

D'autre part, nous aurons une discussion avec Ainhoa Etxaide et Kizkitza Gil de San Vicente. Nous approfondirons le débat sur la souveraineté depuis notre position de féministes basques. Nous tenterons de répondre aux questions déjà posées : quelle est la capacité de l'Euskal Herria et quelles sont les conséquences de ne pas être pleinement souveraine ? Comment cela nous affecte-t-il ? Quelles sont les souverainetés nécessaires dans la transition vers la libération des femmes* ou vers une Euskal Herria féministe ? Ou inversement, de quelle transition féministe avons-nous besoin pour la souveraineté ? Quels pouvoirs ? Quels sont nos besoins ? Avec qui voulons-nous faire la transition féministe ? Et à l'heure actuelle, où en sommes-nous ? Quelle position politique adoptons-nous face à ces luttes de souveraineté qui se produisent dans la conjoncture actuelle ? Comment nous situons-nous dans les débats autour des statuts politiques ? Quelle est notre position en tant que femmes* féministes souverainistes ?

Enfin, nous utiliserons la plénière pour approfondir le débat et tirer des conclusions : comment ce manque de souveraineté nous affecte-t-il ? Que devrions-nous faire pour renforcer notre pouvoir et notre capacité de décision ? Avec qui devrions-nous le faire ?